

UNE SEMAINE A PALENTE

● Lundi 7 janvier

A.G. très suivie (700 personnes) où les enregistrements de Messmer et Neuschwander sont écoutés, analysés et commentés. La détermination est très forte et Mercet, de la CGT, semble indiquer qu'un rapprochement s'effectue.

Il est de plus en plus net que Messmer veut la peau des Lip, même s'il s'agit d'un « crime économique » pour couper net toute velléité de lutte sur le problème de l'emploi qui s'annonce fondamental pour 74. La tactique de Messmer est la suivante : faire démarrer absolument le secteur équipements civils et militaires repris par Arbel à la rue Violet pour consacrer le démantèlement et empêcher toute solution globale. Dans ce but Arbel a multiplié les démarches auprès de certains chefs d'atelier, manœuvrant pour tenter d'amorcer la pompe de la reprise même avec un petit nombre de travailleurs. Pour faire échec à ce plan, les Lip décident de relancer les organisations nationales (PC, PS, PSU, CFDT, CGT, FEN).

● Mardi 8 janvier

Mais ils ont décidé aussi d'intervenir directement : à l'issue de l'AG, plus de 300 Lip vont rue Violet et démontent pacifiquement un certain nombre de portes, fenêtres et tuiles du toit (le tout mis en lieu sûr). Les forces de l'ordre n'apparaissent qu'en fin de manifestation.

Minjot (le maire) condamne cette manifestation en indiquant que les contribuables devraient payer, mais il oublie de dire que les CRS et gardes mobiles logés dans des locaux municipaux comme le château des Bouclans, à 20 km

de Besançon, ont déjà commis assez de dégâts pour justifier plusieurs interventions des ouvriers municipaux sur le dos des mêmes contribuables (la CGT condamne aussi cette manifestation).

● Mercredi 9 janvier

Les travailleurs se rendent au siège de l'Union patronale où Arbel a donné rendez-vous à certains chefs d'atelier. Mais il ne s'y montre pas.

Le soir même, Minjot signe avec Arbel le contrat de location des locaux de la rue Violet. Cela signifie :

- que Minjot apporte son concours au plan Messmer, même s'il y a dans ce contrat une clause résolutoire signifiant qu'en cas de solution d'ensemble paraissant le 15 janvier, ledit contrat est annulé ;
- mais cela signifie aussi que Minjot ne veut pas être celui qui appelle les flics en cas de coup dur rue Violet.

● Jeudi 10 janvier

Manifestation des Lip devant la Préfecture (CGT comprise). Peinture sur les portes.

● Vendredi 11 janvier

Après l'A.G., réunion spécifique des travailleurs de l'Armement. Le soir, réunion à 18 h 30 des partis de gauche (PCF, PS, PSU) et des syndicats (CGT, FEN et CFDT) à l'initiative de la CFDT union locale.



Besançon : la préfecture

La CGT y est absente, ce qui provoque le refus de signer tout communiqué de la FEN, du PS et du PCF qui ajoute qu'il ne saurait signer un communiqué qui couvrirait d'éventuelles actions aventuristes par la suite.

PC et FEN font remarquer la baisse de solidarité sans dire un mot des campagnes anti-Lip gouvernementale, patronale, voire CGT et PC.

Rendez-vous est donc pris pour le soir du 15 janvier sans décision commune.

● Samedi 12 janvier

Distribution massive dans tous les quartiers de Besançon d'un papier faisant le point et indiquant clairement le blocage et l'enjeu de l'heure. Cet enjeu, c'est l'éventuel démarrage du secteur Armement en dehors d'une solution globale et en dehors de l'usine de Palente

Corresp.

Telle était la situation à la fin de la semaine dernière, à Besançon. Lundi soir, les Lip réunis en assemblée générale extraordinaire au cinéma Lux, ont suivi ensemble, à l'écoute des radios, la difficile négociation qui se déroulait dans le bureau de Charbonnel. Grâce à leur détermination qui n'a jamais fléchi, grâce au soutien de milliers de travailleurs, le gouvernement a dû reculer et reconnaître publiquement la validité du plan Neuschwander, et la possibilité d'une relance globale de l'entreprise. C'est une première et incontestable victoire pour le mouvement. Elle devra être confirmée par la suite des événements : les Lip y veilleront, soyons-en sûrs. Et nous avec eux.